

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

vendredi
3 octobre
1 975
1.50 F

N° 4
B. P. 225 75 924 PARIS CEDEX 19

Directeur de publication :
Y. CHEVET

distribué par les N.M.P.P.
imp. Roto Nation

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

paris, 4 octobre NON AU CHOMAGE! NON A L'ISOLEMENT! POUR L'UNITE POPULAIRE!

Samedi 4 octobre, une masse importante de jeunes, viendront, à coup sûr, manifester à Paris contre le chômage.

Parce que la bourgeoisie cherche à faire peser l'extension rapide du chômage, autant que possible, sur des catégories de travailleurs : les jeunes - mais aussi les femmes, les immigrés - dont elle escompte une moindre capacité de résistance et d'organisation. Sur 10 chômeurs, plus de 5 ont moins de 25 ans. Et aujourd'hui c'est par centaines de milliers que se comptent les jeunes chômeurs dans tout le pays.

La bourgeoisie compte sur le fait qu'ils arrivent en ordre dispersé sur le marché du travail, et n'ont pas encore développé pleinement leur conscience de classe.

Mais, elle est incapable d'opposer à leur révolte grandissante autre chose que des mesures dérisoires (prolongation pour 5 000 jeunes du service militaire) et surtout renforcement de la répression et du quadrillage policier.

En organisant cette journée du 4 octobre, les directions syndicales révisionnistes de la CGT (et aussi les réformistes de la CFDT qui essaient de ne pas se laisser distancer) cherchent des moyens plus efficaces de désarmer ce puissant potentiel de révolte.

Car, fondamentalement, ils ont la même crainte que la bourgeoisie : «Le point le plus noir, le plus tragique, le plus malsain, déclare Séguy, et le plus dangereux est l'énorme accroissement du chômage de la jeunesse». Dangereux pour qui ? sinon pour la survie de la société capitaliste et de tous ceux qui la soutiennent.

Que proposent-ils comme «solutions» aux jeunes chômeurs ? D'une part, «des actions de préformation débouchant sur une formation professionnelle, le développement du potentiel de l'AFPA... une garantie de ressources pour les jeunes chômeurs avant d'avoir travaillé».

Et d'autre part, l'abaissement de l'âge de la retraite, parce que selon eux, tout ouvrier qui partirait à la retraite laisserait ainsi la place à un jeune.

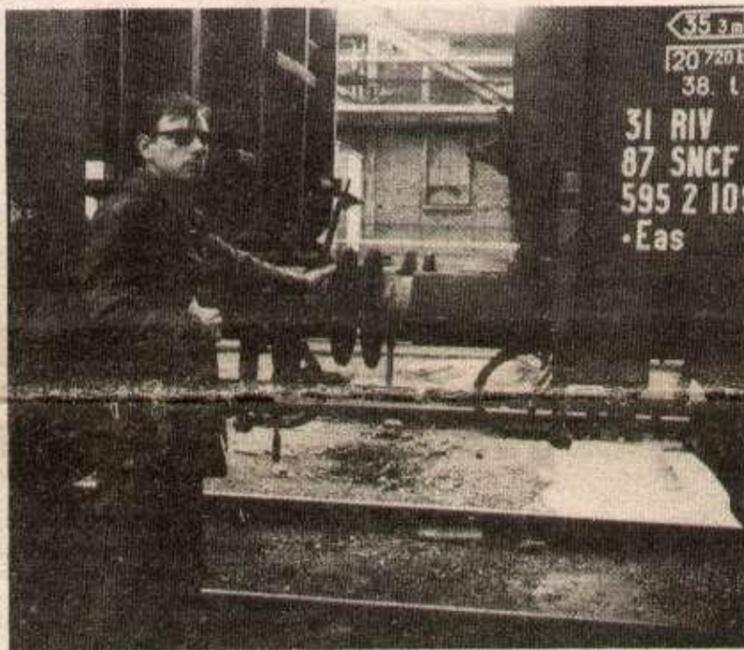
Qu'est-ce à dire sinon un aménagement de l'organisation capitaliste du chômage ? des millions de jeunes apprennent ce que sont les FPA et autres «stages de formation» : des antichambres pour masquer, un temps, la réalité du chômage qui les attend à la sortie.

Qu'est-ce à dire, sinon une illusoire répartition du chômage entre les tranches d'âge : un peu plus de retraités à un bout, un peu moins de jeunes au chômage à l'autre. Mais les patrons qui se trouveront bientôt contraints à des concessions sur l'âge de la retraite, ont déclaré crûment que, selon leur logique, cela ne contribuerait nullement à résorber le chômage mais seulement à accélérer la restructuration et l'intensification du travail.

Avec ces «solutions», le but des révisionnistes est d'amener les jeunes «venus au monde en même temps que ce régime» à l'illusion qu'il n'y aurait d'autre issue que de remplacer la 5ème république... par un gouvernement de

suite page 4

ACCIDENTS DU TRAVAIL UN PATRON EN PRISON : (interview d'un juge d'instruction)



L'usine de M. Chapron où Roland WUILLAUME a été écrasé entre 2 wagons

Quotidien du Peuple. Que pensez-vous de l'inculpation du patron ?

Philippe Texier : «Cela nous paraît la chose la plus normale, il y a un nombre considérable d'accidents du travail (1 100 000 en France chaque année), dont plus de 2000 mortels. L'habitude de la justice c'est de poursuivre au niveau le plus bas les lampistes, les contre-maîtres. Quand on arrive au stade des sanctions, elles sont dérisoires, et encore un grand nombre d'infractions ne sont pas poursuivies vu l'écrémage des inspecteurs du travail puis du Parquet. Nous considérons que l'inculpation doit se situer au niveau de celui qui a économiquement le pouvoir de décision, la possibilité de modifier les conditions de travail.

La mise en détention est basée sur la notion d'ordre public et nous disons que 2 000 morts par an et des conditions de travail telles qu'elles entraînent dans ne nombreux cas la mise en danger de mort des travailleurs sont une atteinte à l'ordre public.

suite page 4

nouveau crime de Franco: vengeance pour GARMENDIA

GARMENDIA est mort dans sa prison. Il avait été condamné à mort en même temps qu'OTAEGUI, fusillé samedi matin. Franco l'avait grâcié. Il l'avait grâcié, parce qu'il l'avait déjà assassiné, tué à petit feu pendant des mois. Lors de son arrestation une balle lui avait détruit une partie du cerveau. Il n'avait reçu aucun soin. Il avait été torturé encore plus féroce qu'Otaegui, avait révélé le procès.

GARMENDIA, comme les cinq fusillés de la semaine dernière, les peuples d'Espagne te vengeront.



PORTUGAL : les manoeuvres de monsieur Soares

Le Quotidien du Peuple ne paraît pas le samedi et le dimanche.

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER...

Boycott de l'Espagne fasciste.

HÔPITAL FRANCO-MUSULMAN BOBIGNY

Hier, un débrayage a été organisé par l'inter-syndicale cgt-CFDT, au cours duquel eut lieu une assemblée-débat. Les délégués syndicaux retracèrent la mobilisation en France et rappellèrent la guerre d'Espagne. Des travailleurs prirent la parole comme cet ouvrier CGT qui appela au boycott du tourisme.

La poursuite de la mobilisation fut discutée. Certains camarades exigèrent que des «incidents» comme lors de la manifestation de lundi où le S.O. du PCF a agressé le FRAP ne se reproduisent plus, et que les organisations réprimées dont les militants sont fusillés puissent s'exprimer. Les membres et sympathisants du PCF ne se défendirent pas les agressions du S.O. et l'assemblée approuva cette exigence.

11 h 45 - Métro République : la rame s'arrête. Le chef de station annonce que «tout redeviendra normal» à 12 h. On s'interroge : accident ? Quelqu'un se lève et dit : «Non, c'est par solidarité avec la juste lutte des peuples d'Espagne». Un cadre, la cinquantaine, laisse tomber «Les Echos» et s'indigne : «Qu'est-ce que cela a à voir ? On n'en a que faire ! Ah, ces grèves !!!». Les gens se taisent, très gênés. Alors, un Algérien, révolté par cette attitude, se tourne vers nous et affirme : «C'est juste d'arrêter comme ça... Faut respecter la République espagnole. Pour Franco, la vie d'un homme, ça n'a pas de prix, c'est comme un mégot qu'on jette après avoir fumé... Il se tait et regarde sa main accidentée ; on le sent prêt à ajouter : «C'est comme pour le patron, en France».

13 h 30 - Billancourt, Place Jules-Guesde : C'est le meeting organisé par les syndicats. Deux cents ouvriers y assistent. Ils écoutent sans mot dire un discours fâlot sur les «cinq anti-fascistes assassinés» et sur la lutte des peuples d'Espagne pour «le retour à la démocratie». Quelle démocratie ? Et surtout, qui étaient-ils, ces cinq anti-fascistes ? On ne le dit pas : car alors, ce serait reconnaître que Franco réserve beaucoup de ses coups au FRAP et à l'ETA, à ceux-là même que la CGT empêche de défilé à Paris. Le discours continue par l'apologie de la Fédération des Syndicats Mondiale qui, «de Berlin-Est à Berlin-Ouest, de Moscou à Londres, d'Oslo à Paris» a organisé cette journée de solidarité. De Lisbonne, on ne parle pas. Cela, cet ouvrier marocain l'a-t-il remarqué ? Il était déjà là, à 12 h 30, pour le premier meeting. Les mêmes paroles, les mêmes invitations répétées à «prendre partout des initiatives pour témoigner de l'indignation populaire». Quelles initiatives ? On ne sait pas. Jusqu'alors, qu'a-t-on fait à Renault ? «On a signé des pétitions». Vous comptez débrayer ? «Dans certains ateliers, peut-être...». Les gens sont mobilisés ? «très». La volonté d'exprimer sa solidarité avec les peuples d'Espagne, on la retrouve partout. Un ouvrier espagnol nous raconte : «Hier, à Madrid, les gens des campagnes, on les a fait monter en car, tous frais payés. Alors, tu sais, le peuple espagnol tout entier derrière Franco...».

UN LECTEUR DE STRASBOURG, A PROPOS DU SOUTIEN AUX PEUPLES ESPAGNOLS :

«Ici, il existe un «comité contre les peines de mort en Espagne», lancé par des espagnols des commissions immigrés CGT et CFDT... Il a fait toute la mobilisation contre les peines de mort et l'état d'exception... Mais, ça n'a pas plu aux messieurs du PCF qui, le 20 septembre, alors que le comité organisait des groupes de discussion et des sketches avant la manifestation de 17 h, a tenté de se mettre en tête de la manifestation... Leurs compères dirigeant la CGT ont sorti un communiqué où ils n'hésitaient pas à dénoncer carrément la commission travailleurs immigrés CGT en disant qu'elle utilisait le nom de la CGT...»

UN JEUNE OUVRIER DE SAINT-MALO :

«Un jeune homme de 24 ans, de mon village, qui travaillait en ville a demandé une semaine de vacances qui lui ont été acceptées. Mais lors de la reprise du travail, sa boîte lui a «offert» une nouvelle semaine de repos, puis encore une autre !... Pour enfin lui apprendre qu'il était en chômage technique. Ce jeune travailleur est soutien de famille... Je ne demande pas de réponse... mais je désirerais que vous traitiez ce sujet afin de rédiger un article général...»

PARMI VOS LETTRES DE CRITIQUES

DE TOULOUSE :

«Ça y est, on l'a notre quotidien.

Les premiers numéros du Quotidien du Peuple suscitent aujourd'hui des réactions nombreuses. Ce qui se dégage de plus en plus, c'est la volonté de participer à la réussite du journal.

Nous remercions les camarades qui ont joint à leurs critiques l'annonce de témoignages, des propositions d'articles, de collaboration. Beaucoup de lecteurs se lancent résolument dans la bataille de la diffusion en kiosque, recueillent des informations auprès des marchands, et ont le souci de nous envoyer immédiatement le résultat de leur enquête. Tel lecteur isolé propose de quadriller minutieusement les kiosques de sa ville comme inspecteurs des dépôts et ventes. D'autres, pour la première fois, se mettent à faire circuler plusieurs exemplaires du quotidien autour d'eux. Des abonnés, devant nos frais de timbrage obligés (tant que nous n'avons pas obtenu la commission paritaire) décident d'acheter chaque matin leur journal en kiosque, «parce qu'ils veulent aider à gagner la bataille du Quotidien du Peuple». Telle ménagère rencontrée au cours d'un porte-à-porte ne veut pas acheter le journal sans s'engager à y apporter aussi sa contribution, et propose finalement d'aider les autres femmes à faire un marché économique, en rassemblant régulièrement les éléments dont elle dispose. Voilà le mouvement qu'il s'agit d'amplifier et de renforcer encore. Et de cette façon, nous serons sûrs de surmonter tous les obstacles, d'améliorer toujours plus le journal.

Ça fait plaisir. Au bout de trois numéros, ça prend forme».

DE STRASBOURG :

«Il faut que le journal soit plus quotidien...»

D'ALFORTVILLE :

«Le départ est pris... Il faudrait dans le quotidien, qu'apparaisse aux travailleurs de France que partout dans le monde les peuples luttent, et pas seulement en Indochine, en Palestine...»

Nous espérons que les prochaines pages internationales répondront à ton attente. Il est juste d'associer tous nos lecteurs étrangers à cet effort.

UN LYCÉEN DE BRUNOY :

«Je voudrais vous parler de votre journal... Je l'ai découvert au cours d'une discussion. Ce matin, mardi 1er, j'ai trouvé une page qui parlait de la révolution chinoise et je tiens à vous féliciter pour ce texte. Aussi j'aimerais voir dans vos pages une partie réservée à la doctrine de Lénine et de Marx.»

DE MARSEILLE :

«La situation et le moment sont particulièrement propices à la dénonciation du PCF. Il faudrait avoir une rubrique «connaissance du mouvement révolutionnaire». Mais, attention, employez un langage clair, populaire, compréhensible pour les plus simples. Imager par des exemples. Débuter par un historique précis. Développer par les conséquences des luttes et des victoires révolutionnaires, avec leur avenir et leurs perspectives. Cette rubrique devrait se lire «comme un roman», chaque jour apportant un épisode vivant. Mes critiques et mes suggestions sont dictées par mon expérience. J'ai 20 ans de luttes et de déceptions derrière moi...»

Ta proposition est intéressante. Nous la retenons pour ouvrir chaque semaine une rubrique d'une page sur ces problèmes, à partir de la semaine prochaine. Ton expérience est précieuse pour faire le Quotidien du Peuple. Nous comptons sur ta participation active. Merci camarade.

UNE CAMARADE DE BESANCON

«Je vous écris au sujet de l'article du Quotidien du Peuple n°2 sur le Tchad.

En discutant avec toutes sortes de gens, j'ai été frappée de voir comme la campagne sur Mme Claustre avait «pris». Aussi je trouve que le Quotidien du Peuple devrait être beaucoup plus capable de répondre du tac au tac à ces campagnes de la bourgeoisie...

...Depuis deux jours aussi bien camarades que sympathisants même lointains sont enthousiasmés par le journal et on a vu certains qui ne voulaient pas militer avant, aller spontanément voir dans tous les kiosques s'il y était et en vendre jusqu'à 4 autour d'eux...»

PRIS SUR LE VIF

Témoignage d'un lecteur

A propos du boycott de l'Espagne fasciste...

«A midi dans le métro, interruption de la circulation des rames... pendant quatre minutes. A l'intérieur de la rame où je suis les discussions s'engagent. J'en ai profité pour sortir le Quotidien du Peuple... Rien n'avait été expliqué. Certains voyageurs ne comprenaient pas ce qui se passait. J'ai commencé à discuter et j'ai lu tout fort l'interview de la camarade du FRAP évadée des prisons franquistes. J'ai vendu les 4 exemplaires que j'avais sur moi.»

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8 h 30 à 14 h

Gagnons la bataille de la diffusion

Nous avons reçu aujourd'hui plusieurs nouvelles encourageantes concernant la diffusion en kiosques dans la région parisienne : dans tel kiosque de la banlieue sud, sur 20 journaux livrés, 13 sont vendus à 17 h. A telle porte de Paris, le stock est épuisé dans tous les kiosques à 10 h du matin... Voyons là un encouragement à ne pas relâcher notre effort en ce qui concerne l'enquête systématique, et l'amélioration progressive du réseau de diffusion.

Alors, camarades, ouvrez l'œil ! Ecrivez sans attendre au Service des Ventes dès que vous constatez une amélioration à apporter. Prenez le soin de noter, de manière précise, le nom et l'adresse des kiosques ou librairies, ainsi que le nom de l'annexe dont ils dépendent (pour Paris), dont vous faites mention. Faute de quoi vous rendrez inefficace toute démarche auprès des NMPP. A compter de la date de réception de votre réclamation, il faut deux jours pour que le changement démarde entre dans les faits.

Retournez ce bon le plus rapidement au Service des Ventes du Quotidien du Peuple, BP 225 75924 PARIS 19. Il vous permettra de trouver au kiosque le plus proche les journaux dont vous avez besoin !

La bataille de la diffusion est une bataille quotidienne. Celle-ci aussi, c'est ensemble que nous la gagnerons...

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

voulez-vous le faire déposer

à la librairie (nom précis de la librairie)

au kiosque rue n° ville.....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

rassemblons les 50 millions

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

PORTUGAL : QUEL AVENIR ?

les manoeuvres de monsieur Soares

PROGRAMME DU NOUVEAU GOUVERNEMENT PORTUGAIS

annoncé par le premier ministre Pinheiro de Azevedo :

- Assurer le pluralisme de l'information,
 - assurer la démocratie syndicale,
 - remettre sur pied le fonctionnement des tribunaux pour juger les prisonniers politiques rapidement,
 - remplacer les municipalités par des élections,
 - donner plus de pouvoir à l'assemblée constituante,
 - réprimer les «groupes civils armés».
- Sur le plan économique :
- coup d'arrêt à la réforme agraire,
 - clôture des nationalisations, et réanimation du secteur privé.
- Et, sur le plan international, l'insistance est mise sur le renforcement des liens avec les impérialismes européens.

Ce programme est exactement celui du Parti Socialiste depuis des mois, celui qu'ont également défendu les «neuf» officiers qui ont

reporté la victoire dans le Mouvement des Forces Armées, en septembre.

Un aspect, désormais secondaire de ce programme, est le parachèvement de la victoire remportée par la droite classique sur le Parti révisionniste : c'est par exemple, l'élection de nouvelles municipalités pour remplacer celles que le P«C»P avait mises en place «d'autorité» au lendemain du 25 avril. Mais l'essentiel n'est pas là.

Si, par exemple «assurer le pluralisme de l'information» peut signifier d'une part remplacer par des équipes de la droite classique celles que le P«C»P a imposées dans nombre de journaux et de radios, il s'agit aussi et surtout d'en finir avec les quelques secteurs où la classe ouvrière avait pu acquérir une certaine possibilité d'expression. C'est la tentative pour étrangler financièrement le nouveau Republica, c'est l'occupation par la troupe de Radio-Renaissance. Objectif : pouvoir rendre ces deux organes à leurs anciens propriétaires, le socialiste Rego pour le Republica, l'épiscopat pour Radio-Renaissance.

Le «rétablissement de la démocratie syndicale» ne signifie pas seulement la mise à l'écart de la direction imposée à l'inter-syndicale par le PCP, mais aussi la division de la classe ouvrière par le «pluralisme syndical» cher à Mario Soares. Faire fonctionner les tribunaux, c'est permettre aux agents de la PIDE que le peuple veut châtier de s'en tirer avec quelques peines de principe. Et la «répression des groupes civils armés» vise nettement les travailleurs qui se sont procurés des armes dans le but de faire face à un éventuel coup de force réactionnaire.

Au centre de la réalisation de ce programme, la question de l'armée. Dans la crise politique que traverse la bourgeoisie portugaise, la pièce maîtresse de l'appareil d'Etat apparaît bien une fois de plus comme

l'enjeu de la bataille. Mais la question se pose aujourd'hui en termes bien différents.

Si la majorité des officiers du groupe des «neuf», branche militaire du Parti Socialiste, les soldats, issus du peuple, entrent massivement en lutte. Ils refusent la reprise en mains de l'information parce qu'ils savent aussi qu'elle précède de peu la reprise en mains des casernes. Tous les discours sur la discipline? sur l'ordre, la cohésion des forces armées, n'ont qu'un seul sens : assurer la dictature des officiers bourgeois sur les soldats, du pouvoir bourgeois sur le peuple. Aussi la lutte engagée par les soldats est-elle aujourd'hui décisive pour l'avenir de la révolution portugaise. Dans cette lutte les officiers progressistes souvent hésitants devront choisir leur camp.

devant Radio Renaissance...



de notre reporter

Dans les petites rues qui montent le long des collines de Lisbonne, le peuple portugais se rend tranquillement à ses affaires. Tout semble calme dans Lisbonne. Cependant, la nuit dernière, deux communiqués alarmistes du Parti Socialiste et du Parti révisionniste, pouvaient apparemment laisser craindre le pire. Le PS, de son côté, se payait le culot d'annoncer un coup d'Etat réactionnaire, fomenté par la CIA. De l'autre côté, le Parti révisionniste, appelait également à descendre dans la rue en vue de s'opposer à une éventuelle marche sur Lisbonne. Ces faux bruits, lancés par les partis de la bourgeoisie n'ont été suivis d'aucun effet. Aucun barrage n'est apparu dans la rue, ni de ceux auxquels appelait le PS, ni de ceux auxquels appelait le PC.

Cependant, mardi soir, à l'occasion de la manifestation du PS qui s'était soldée par un demi-échet, un certain nombre d'incidents avaient eu lieu. En particulier, les manifestants réactionnaires s'en étaient pris physiquement aux handicapés des Forces Armées qui occupent l'émetteur de Radio-Nationale et organisent d'autres actions en vue d'imposer de meilleures conditions et leur réintégration dans la vie civile. La Police Militaire, composée de soldats progressistes, avait dû tirer en l'air pour dégager les handicapés. La manifestation réactionnaire n'avait cependant pas osé prendre le chemin du journal Republica, gardé par plus d'un millier de travailleurs décidés à le défendre.

Tout a commencé avec le mouvement des handicapés et avec les manifestations dirigées contre l'Ambassade et le Consulat d'Espagne. D'une part, une mobilisation populaire s'était produite lorsque les chars des commandos d'AMADORA avaient avancé sur les handicapés qui faisaient le siège du Palais du Gouvernement à SAO BENTO. D'autre part, dans la nuit de vendredi à samedi, ils étaient des dizaines de milliers de portugais qui avaient complètement mis à sac l'Ambassade et le Consulat d'Espagne. Dans ces événements, les informations sur le crime de Franco par les radios avaient puissamment contribué à mobiliser les masses. Ce rôle de la radio s'était déjà vérifié à l'occasion du 28 septembre et du 11 mars. C'est ce qui a déterminé le Gouvernement réactionnaire à ôter au Peuple ce moyen de mobilisation rapide.

Aujourd'hui au journal Republi-

ca, l'atmosphère est à l'optimisme. On affirme que, face à l'offensive de la réaction, il est possible de recourir à l'offensive populaire. On prépare activement pour demain soir une Assemblée Générale des travailleurs du journal avec les Commissions de travailleurs et habitants. Même atmosphère devant les locaux de Radio-Renaissance. Un piquet de quelques dizaines de personnes, gardent la rue barrée. Les soldats en treillis du régiment de CASCAIS, envoyés par le gouvernement occuper les lieux, affirment que Radio-Renaissance appartient au Peuple. Ils ont réalisé en commun avec les journalistes une émission révolutionnaire : c'est ce qui a déterminé l'occupation de l'émetteur par les commandos d'AMADORA, un militant du PCP, travailleur de l'ALENDEJO, ancien prisonnier de CAXIAS, nous dit que la position de refus de mobiliser de son parti n'est qu'une position de sommet. Il participe, pour sa part, au piquet de garde. Un travailleur de la SETENAVE, est là, en tenue de travailleur, avec son casque. Les militants révolutionnaires du piquet de grève font preuve d'optimisme : ils estiment que le pouvoir réactionnaire ne dispose pas d'un nombre suffisant d'unités sûres pour parvenir à réprimer les masses.

Sur la route de SETUBAL, à la sortie du grand pont sur le Tage, on passe librement au péage : les handicapés des Forces Armées occupent les lieux. Dans cette ville industrielle, située à 40 km de Lisbonne, le Peuple a pris d'importantes initiatives depuis lundi soir. Dans la nuit de lundi, les Commissions de travailleurs et d'habitants se sont rendues à la caserne du régiment n°11, pour discuter avec les soldats. Un comité de soldats a été créé. Quatre décisions ont été imposées au Commandant :

- 1°) les réunions communes de commissions de soldats et de civils se tiendront dans la caserne.
- 2°) tous les ordres du Commandant seront soumis à l'approbation du Comité de soldats avant exécution.
- 3°) un plan de défense de la ville contre les attaques réactionnaires est mis sur pied.
- 4°) sont également mises sur pied des patrouilles communes de soldats et travailleurs.

Ces Commissions de travailleurs et d'habitants de Lisbonne préparent pour demain soir une grande manifestation.

Jean LERMET

4 octobre suite de la page 1

«gauche», par une autre équipe de gestionnaires du capital. Mais ils se heurtent à une réalité : les jeunes, massivement confrontés au chômage, ne se posent pas seulement la question de leur avenir dans cette société, mais, de plus en plus, la question de l'avenir même de cette société. Quand la vie commence par l'abrutissement de l'école, par la matraque, la caserne, la surexploitation et le chômage, ce qui mûrit c'est la nécessité de détruire les fondements mêmes de cette société, c'est la conviction qu'une autre société radicalement différente est nécessaire, que la révolution, c'est l'affaire de cette génération.

INTERVIEW DU JUGE D'INSTRUCTION AU PARQUET DE PARIS, PHILIPPE TEXIER,

membre du bureau du syndicat de la Magistrature. suite de la page 1



Dans ce mouvement, la jeunesse est amenée à rattacher son combat au combat décisif, de la classe ouvrière, à tout ce qui marque dans les luttes ouvrières, le refus de la politique de crise, le refus du chômage sous toutes ces formes et ces déguisements, le refus du capitalisme et l'avancée vers la révolution. Tout ce qui marque, donc, du même coup le rejet du révisionnisme.

Entre la bourgeoisie et le révisionnisme, ce 4 octobre, c'est cet élan qu'il faudra appuyer, affermir.

A la bourgeoisie de payer la crise !
Le capitalisme, c'est le chômage !
Unité populaire contre le chômage !
Une solution, la révolution !

- Par rapport à Liévin, au fait que le dossier ait été retiré au juge Pascal après l'inculpation de l'ingénieur Coquidé, les deux affaires sont-elles comparables ?

«Dans les deux cas il s'agit d'accidents du travail mortels entraînés par les conditions de travail, il nous semble que les responsabilités ont été recherchées au niveau où elles doivent l'être.»

Actuellement dans la bourgeoisie s'élèvent des protestations, la presse est en général favorable au patron inculpé. Qu'en pensez-vous ?

«Nous nous insurgons contre la personnalisation de l'affaire, les attaques contre le juge Charrette en essayant de le faire passer pour un mal noté, un excité...»

Or, tous les juges de France inculpent tous les jours des quantités de gens mis en détention provisoire pour des délits que nous considérons de moindre importance et qui ne font pas tant de bruit (vols à la tire dans les grands magasins...)

Est-ce qu'il est plus grave pour l'ordre public qu'il y ait mort d'homme en raison des conditions de travail imposées aux travailleurs, que disons voler un véhicule automobile (délit pour lequel il y a tous les jours des dizaines de détentions provisoires). Il est important de dépersonnaliser l'affaire et pour cela il faut voir qui l'a personnalisée, c'est le patronat, ce

sont les cadres supérieurs qui ont politisé l'affaire en se mettant en grève.

- La mobilisation des masses sur les conditions de travail est de plus en plus forte, c'était d'abord Pennaroya, puis Usinor Dunkerque avec les luttes sur le travail posté et les accidents du travail, puis le Tribunal Populaire de Liévin, Les Assises sur les accidents du travail. Pensez-vous que la pression des travailleurs sur ces questions a déclenché ces inculpations ?

Si ces choses sont possibles en 1975, cela vient de la réflexion sur le droit du travail que nous menons dans le syndicat de la magistrature depuis sa création en 1968.

Cette prise de conscience, nous la devons à nos contacts avec les ouvriers, avec le monde syndical, peu à peu les magistrats se sont familiarisés avec le monde du travail, l'évolution s'est faite et on a remis en cause des principes et valeurs auxquels on ne touchait pas avant.

J'ajouterai en conclusion notre réflexion sur le fait que la crise économique actuelle n'est pas étrangère à l'aggravation des conditions de sécurité. En effet, les travailleurs sont acculés à accepter n'importe quelles conditions de travail et n'importe quel emploi, témoin l'affaire qui nous occupe puisqu'il s'agissait d'un travailleur intérimaire, d'où augmentations des accidents du travail.

ce n'était pas le premier accident à HGB

Depuis mercredi, les cadres de l'usine Huile Goudrons Dérivés sont en «grève» pour protester contre l'incarcération du directeur Charette. C'est bien la première fois que des cadres se mettent en grève ici, à Vendin-le-Vieil, près de Lens où sont situées les deux usines HGD. Les 800 travailleurs ont retrouvé les grilles fermées, la direction applique le lock-out total.

Quand ce sont les travailleurs qui font grève, la direction prend prétexte de règlements de sécurité pour obliger une partie des gars à travailler. Mais aujourd'hui, aucun service de sécurité n'est assuré. Seuls, quelques pompiers sont présents dans l'usine. Pas un seul travailleur n'approuve l'action des cadres. L'un d'eux me disait

avoir discuté avec un cadre : «Je lui ai demandé pourquoi il n'avait pas fait grève avant pour imposer la sécurité !»

Cet après-midi, une réunion du personnel s'est tenue. Selon la direction, le travail doit pouvoir reprendre demain. Elle a promis qu'il n'y aurait pas de retenue sur la paye pour les deux jours de grève, mais tout ceci reste encore incertain et les travailleurs se montrent déterminés pour empêcher toute retenue sur leurs salaires.

Ici la sécurité, les travailleurs savent ce que c'est ! Liévin, Calonne-Ricouart, ces assassinats sont dans toutes les mémoires. Presque tous les travailleurs que j'ai vus à Vendin-le-Vieil ont été victime un jour ou l'autre d'un accident du travail. L'un d'eux, qui

travaillait à HGB a été victime, il y a un an, d'un très grave accident. Il a été brûlé à l'acide phénique et a failli mourir ; à la suite de cet accident, il a un rein en moins. A HGD, les accidents sont particulièrement nombreux :

- Le 30 novembre 1970, fuite de chlore sur un réservoir. Deux travailleurs intoxiqués.

- Le 27 janvier 1971, explosion d'un réacteur, destruction d'un bâtiment.

- Le 3 septembre 1973, un travailleur intoxiqué par du chlore.

- Le 3 décembre 1974, deux brûlés par du phénol, dont un très gravement.

- Le 11 avril 1975, explosion d'un réacteur : six blessés.

De plus, l'usine empoisonne les environs. Tous les soirs à 22 h, des gaz sont évacués en grande

quantité, ce qui rend l'air irrespirable. La très grande majorité des travailleurs pense que l'inculpation du patron est justifiée mais qu'il y a d'autres responsables directs de l'assassinat de Roland Guillaume, notamment l'agence d'interim qui l'avait loué à HGD.

L'accident est arrivé dans la nuit du 22 au 23 janvier 1975. Roland travaillait malgré une incapacité reconnue à 67 %. Lors d'une manœuvre d'accrochage, il a été écrasé entre deux wagons. Ce travail se faisait avec un mauvais éclairage, les wagons n'avaient pas de freins et étaient manœuvrés au cabestan, système qui ne permet pas de bloquer les wagons.

Correspondance téléphonique Serge LIVET

la crise dans la chaussure - 2 -

FOUGÈRES : « nous leur rappellerons 1932 »

Fougères : Deux soirs de suite, la classe ouvrière a manifesté son refus des licenciements, sa haine contre la bourgeoisie qui réprime et mutile.

Fougères : 24 000 habitants au début du siècle, 28 000 aujourd'hui. Plus de 1 000 chômeurs.

La bourgeoisie, dans le cadre du VIème Plan veut asphyxier le pays Fougérais. Aucune route pour relier les grandes villes, les voies de chemin de fer sont supprimées les unes après les autres. Le gouvernement voudrait en faire une réserve pour touristes fortunés. Les salaires sont très bas, 1 300 F environ pour un OS à la chaîne. Plus de 70 % des femmes travaillent, essentiellement dans la chaussure qui représente 50 % de l'activité totale de la ville. Un plan de licenciements prévoit 1 000 chômeurs supplémentaires. Les patrons invoquent la concurrence, alors qu'ils achètent des chaussures à l'étranger pour les revendre en France. La classe ouvrière, les jeunes, les femmes se mobilisent massivement. Ils n'ont pas l'intention de laisser faire Cointat. Ils exigent du travail pour tous.



jouait la Marseillaise. La bourgeoisie prend peur et fait quelques promesses.

Une nouvelle usine, la SAGEM qui devait créer 1 500 emplois va s'implanter. En fait, sur les 700 emplois qu'il y a à la SAGEM, on parle d'en supprimer une centaine. Les 10 et 17 septembre, les travailleurs de la chaussure débrayent et manifestent. Les vitres de la mairie et de la sous-préfecture volent en éclats.

Le 30, la manifestation s'arrête devant la mairie. Les travailleurs viennent demander des comptes à Cointat, Député-Maire UDR de Fougères. Comme d'habitude, celui-ci est absent. Son sous-fifre Le Ker annonce un nouveau report de la réunion promise pour «étudier le problème de l'emploi».

L'occupation de la mairie est décidée, mais avant qu'elle ne puisse se faire, les CRS attaquent sauvagement les manifestants. Tirs tendus de grenades lacrymogènes. Deux jeunes filles tombent, l'une d'elles est gravement touchée. Elle a perdu un oeil.

La bourgeoisie voulait briser la détermination de la classe ouvrière

Fougéraise. Un gars dira : «L'hôpital, les pompiers, les ambulances, tout le monde était prévenu, c'est une agression préméditée».

La riposte ne se fait pas attendre. Le lendemain, une nouvelle manifestation encore plus nombreuse que la veille se termine devant la sous-préfecture. La bourgeoisie n'ose pas faire intervenir ses flics. Ce sont les révisionnistes du PCF qui essaient de diviser les travailleurs en distribuant un tract infâme qui attaque tous ceux qui ont riposté à la violence des flics. Cette violence, toute la ville en parle. Dans les usines, les discussions sont animées et la combativité grandit. Un gars de chez Rehaut résume ce que pense tous ses camarades : «S'ils osent nous licencier, ils auront affaire à nous, nous leur montrerons de quoi sont capables les travailleurs de Fougères. nous leur rappellerons 1932!»

Gérard PRIVAT

(dans notre numéro de lundi, la suite de ce reportage)

Aux ouvriers, les stages les moins qualifiés, les plus courts, les plus étroitement adaptés aux nouveaux postes de travail. Aux cadres, les initiations aux méthodes modernes du management. Mais qu'apprennent donc les cadres ?

Les déclarations du CNPF sont éloquentes. Il s'agit de «régler, dit-il, l'évolution entre les personnes», de «rechercher l'efficacité maximum dans l'entreprise» et de choisir, pour suivre ces stages, «le meilleur personnel d'exécution». Le trust Hachette, par exemple, qui vend de la formation, propose d'apprendre aux cadres «comment utiliser les mécanismes de la communication pour faire appliquer les décisions dans l'entreprise». Alors que l'accroissement des cadences est allé de pair avec la réorganisation de l'industrie, la résistance ouvrière a obligé le patronat à accroître son encadrement de petits chefs et de contremaîtres, mais aussi à lui inculquer des méthodes nouvelles de commandement, car il ne peut faire face, par une simple croissance numérique de son appareil de répression. Il lui faut donner le change. Composer, discuter, tenter de donner à l'ouvrier l'illusion qu'il participe aux prises de décision, c'est la mission impartie au cadre, formé à la psychologie, aux relations de groupe, pour éviter le plus possible les grèves qui portent atteinte aux profits.

(à suivre)

L'histoire de Fougères, c'est l'histoire de la chaussure. Avant la guerre, il y avait 70 entreprises employant de 8 à 9 000 travailleurs, beaucoup de petites et moyennes entreprises artisanales. Toute l'activité de la population était centrée sur la fabrication et la vente des chaussures. Puis c'est la lente asphyxie. Petit à petit, les usines ferment ou réduisent leur activité. Aujourd'hui, il ne reste que 3 000 travailleurs dans la chaussure et les patrons veulent en licencier 1 000.

Fougères, c'est aussi une bourgeoisie très XIXème siècle, les centres hippiques, les spectacles sons et lumières dans les châteaux, les réceptions en tout genre foisonnent.

Mais Fougères, c'est surtout l'histoire de la lutte de la classe ouvrière. Chacun ici se souvient ou a entendu parler de la grande grève de 1932, lorsque le drapeau rouge flottait sur le marché aux bestiaux. Cette grande lutte pour de meilleurs salaires dura huit mois, de nombreux affrontements eurent lieu. Un vieil ouvrier raconte : «Les gendarmes mobiles chargeaient, sabre au clair, nous avec nos outils à découper le cuir. On coupait les sangles des selles ou les tendons des chevaux... On ne s'est jamais laissé faire.» Pourtant, aidés alors par les syndicats, la bourgeoisie réussit à faire reprendre le travail.

Après la guerre, de nombreuses autres luttes sont menées : chez Gaillard et Mignot pour les salaires, à Omnium, chez Martinot...

En 1967, cinq usines ferment d'un seul coup, jetant des centaines de travailleurs sur le pavé. Janvier 1968 voit une nouvelle mobilisation de la classe ouvrière Fougéraise. L'objectif, c'est l'emploi pour tous. Le 8 mai 1968, une importante manifestation se déroule donnant le signal de l'offensive. Les résultats de mai entraînent un certain fléchissement chez beaucoup. Mais pas pour longtemps.

Les bas salaires, le chômage qui s'étend, les dures cadences vont entraîner une profonde révolte. En 1974, les ouvrières de la SPLI (confection) vont déchirer leurs tickets de rendement journalier pendant trois mois. Les provocations du patron et de sa maîtrise n'y changeront rien. Il devra céder et accorder 1,20 F de l'heure et la modification du salaire au rendement.

Puis, c'est l'annonce de licenciements massifs dans la chaussure : 200 chez Martin, 350 chez Rehaut, 100 chez Bertin, 100 chez Maunoir, plus une quantité de petites boîtes de sous-traitance. Soient 1 000 licenciements en tout.

Le 28 mars, 5 000 manifestants inaugurent la foire-exposition à leur manière, en chantant l'Internationale, pendant que la musique militaire

des, de regroupements, avec des plans de modernisation aidés financièrement par l'Etat. Ceci multipliait les licenciements, de nombreux travailleurs devaient changer de métier ; la bourgeoisie a alors développé l'idée de la «nécessaire mobilité de la main d'œuvre». L'organisation des postes de travail se modifiant sans cesse au gré des exigences du Capital, l'ouvrier peut de ce simple fait, être changé de poste, donc de travail.

La formation permanente est donc liée aux besoins économiques du patronat. Mais, elle est liée aussi à ses besoins politiques. Devant le progrès du mouvement ouvrier, surtout à partir de mai 68, le patronat a, à partir de la négociation de Grenelle, tenté de

la formation professionnelle: le miroir aux alouettes

Granet, secrétaire d'Etat a présenté mercredi au conseil des ministres un rapport sur la formation professionnelle qui vante les efforts de l'Etat et des entreprises. Une fois de plus, la formation professionnelle est présentée comme une réponse-miracle aux difficultés des travailleurs, notamment pour le chômage. Seize mille jeunes chômeurs, nous dit-on, sans formation ni qualification, ont profité cette année d'une «action de formation». Mais, dans le même temps, des dizaines de milliers de jeunes ayant une formation et une qualification récentes ne trouvent pas de travail : on mesure déjà par là l'«efficacité» de la formation dans notre pays.

Le but véritable de la formation professionnelle dont nous parle le gouvernement ? La réalité de cette formation ? C'est l'objet d'une enquête que nous commençons aujourd'hui.

Les accords de 70, puis la loi de juillet 71 ont mis en place la formation permanente : toute entreprise de plus de 10 salariés doit, chaque année, consacrer 1 % des salaires à la formation des travailleurs. Il y a près de 1 500 organismes qui assurent (ou plutôt vendent) de la formation aux travailleurs. Une vraie jungle ! Pour y voir clair, examinons tout d'abord le contexte économique et social qui a donné naissance à la loi de 1971.

RESTRUCTURATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE CONTRACTUELLE

Dans les années 60, le capitalisme français, pour être plus compétitif face à la concurrence internationale, s'est lancée dans une politique systématique de fusions d'entrepri-

en bref...

BISCUITERIE NANTAISE

100 F POUR TOUS, TOUT DE SUITE !

Depuis le mardi 24, les 850 travailleurs des deux usines de la Biscuiterie Nantaise (dont le siège social) occupent l'entreprise.

Arracher 100 F pour tous, immédiatement, préserver les acquis des luttes passées (retraite à 60 ans, 40 h, 13ème mois), empêcher le renforcement de l'autorité de la nouvelle direction, c'est autour de ces revendications que les travailleurs de la B.N. ont très vite réalisé leur unité.

Par groupe de 15 à 20, ils bloquent, tour à tour, les entrées des réserves. Comme le confiait une ouvrière : «On est parti dans une épreuve de force et on est décidé à tenir aussi longtemps qu'il faudra. Ici on n'a pas l'habitude de céder facilement».

Pour l'heure, la seule réponse de la direction, c'est la proposition de 50 F à compter du 1er octobre, proposition qu'ont rejetée les ouvriers de la B.N.

De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui se rendent compte que leur lutte peut inciter les travailleurs des autres usines de Nantes à passer à l'offensive. En témoigne le nombre croissant d'ouvriers qui viennent s'informer et apporter leur soutien aux portes de l'usine.

UNE SOLUTION DE DÉSPOIR

Le mardi 30 septembre, une pensionnaire de l'hospice des vieillards s'est jetée d'une fenêtre du 3ème étage. Les tentatives de suicide ne sont pas rares à l'hospice : c'est la solution de désespoir pour les vieillards qui ne peuvent s'habituer à cette prison. D'autres se laissent mourir lentement, certains deviennent malades mentaux. Dans la société actuelle, la société bourgeoise, les anciens travailleurs n'ont pas droit au repos, à la vie.

Correspondant «Hospice de Champmaillot»-Dijon

GRÈVE CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN DÉLÉGUÉ CGT A STEIN INDUSTRIE

Les travailleurs de l'usine de Stein à Lys les Lannoy, (construction mécanique) sont en grève, depuis lundi, contre la décision de la direction de licencier un délégué. Prétexte : il avait bousculé un cadre venu le provoquer lors de la journée du 23 septembre. Mercredi, ils ont fait le tour de l'usine en manifestation, en scandant des mots d'ordre contre la maîtrise et pour refuser le licenciement. Ils ont reçu des motions de soutien des travailleurs des «3 Suisses» d'Unélec, CGEC-Alsthom.

PUK WATRELOS : LUTTE CONTRE LA FERMETURE

Jeudi 2 octobre, 250 ouvriers de l'usine chimique de Watrelos menacée de fermeture (540 emplois menacés) sont descendus à Paris pour manifester devant le siège social de PCUK. Une délégation est reçue par les patrons. Des délégations d'établissements parisiens arrivent (labo de St Denis, IBF Gennevilliers, CA Levallois...) pour soutenir ceux de Watrelos. Plus de 200 employés du siège ont débrayé à l'appel de l'inter-syndicale CGT - CFDT - FO.

Les patrons à l'issue des négociations maintiennent leur décision d'abandon des activités principales de l'usine.

Les ouvriers décident alors de pénétrer dans le siège afin d'expliquer la situation aux employés, en scandant des mots d'ordre :

Ouvriers, employés même patrons, même combat !

Non aux mutations !

Vers 16 heures ils quittent le siège en chantant l'Internationale. Demain dans l'usine occupée, l'assemblée générale décidera des suites de l'action.

Correspondant PUK

histoire du mouvement ouvrier

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL : UNE LUTTE INCESSANTE DU PROLETARIAT

Dès les débuts de la révolution industrielle, les travailleurs se sont battus pour arracher à l'usine quelques heures de repos, de loisir. Une des revendications de la 1^{re} internationale dès 1864 était la journée de 8 heures à une époque où il fallait donner souvent 12 h à 15 h de sa vie chaque jour au patron. Les 40 h de 36 ne furent le résultat que d'une lutte vieille de cent ans où alternent victoires et défaites car dès qu'elle le peut la bourgeoisie reprend ce qu'elle a dû lâcher en période de lutte.

Dans le 1^{er} quart du XIX^e siècle, aux débuts de la grande industrie, au développement du machinisme correspond une rapacité féroce des premiers patrons d'industrie qui prennent tout de la vie de l'ouvrier et vont jusqu'à caparer l'énergie des femmes et des enfants.

UNE JOURNEE DE TRAVAIL SANS LIMITE

On travaille 12 à 15 h et même plus dans les régions et les métiers. L'utilisation du gaz pour l'éclairage permet maintenant aux patrons de faire trimer les ouvriers jusqu'au milieu de la nuit.

Quand sous la pression des premières luttes en 1830, et sur l'avis de quelques médecins humanistes, scandalisés par l'exploitation féroce, la bourgeoisie se décide à quelques mesures, elle y met le temps et ne prend en compte que les abus les plus criants : le travail des femmes et des enfants. Il faut en effet 1904 pour que les femmes et les moins de 18 ans travaillent... 10 h ! Il y a entre temps 6 séries de lois toujours restées lettre morte ; parce que volontairement très restrictives, ou faute de gens, pour contester leur application.

Et encore, lorsque des inspecteurs sont nommés, les patrons toujours prévenus de leur arrivée se font porter

LA POTION MORALISANTE DE LA CLASSE DOMINANTE A PROPOS DU TRAVAIL DES ENFANTS :

« L'admission des enfants dans les fabriques dès l'âge de huit ans est pour les parents un moyen de surveillance, pour les enfants un commencement d'apprentissage, pour la famille une ressource. L'habitude de l'ordre, de la discipline et du travail doit s'acquérir de bonne heure et la plupart des enfants d'œuvre industrielles exigent une dextérité, une prestesse qui ne s'obtiennent que par une pratique assez longue et qui ne peut être commencée trop tôt. L'enfant entré à huit ans dans l'atelier, façonné au travail, ayant acquis l'habitude de l'obéissance et possédant les premiers éléments de l'instruction primaire, arrivera à dix ans plus capable de supporter la fatigue, plus habile et plus instruit qu'un enfant du même âge élevé jusque-là dans l'oisiveté et prenant pour la première fois le tablier du travail ».

(Ministre du commerce, 1840).

une ou deux heures sont prises pour le repas il faut rajouter le parcours à pied qui rallonge le temps de travail d'une à deux heures. Les salaires sont des aumônes, 2 F. ou 2,50 F. pour les hommes, moins d'1 F. pour les femmes, en 1836 pour dépasser tout juste le coût de la misère un ménage avec six enfants doit gagner 760 F. On est en de compte ! Pour les familles ouvrières c'est l'obligation de faire travailler leurs enfants souvent dès l'âge de 4 ou 5 ans aux mêmes salaires que les adultes pour 25 centimes par jour. « L'espérance » de vie en ouvrier en 1830 est de 21 ans, elle est au double pour son patron.

Pour les capitalistes il n'est aucune question de réduire la journée de travail. Ils ne craignent pas de se tifier avec les arguments les plus obscurs ou les plus hypocrites. « Si nous les faisons entrer une heure et ni plus tôt c'est pour les sauver du danger qui pourrait les entraîner à dire leurs journées » osent déclarer 9 tisseurs teinturiers de la Seine en 1875. En vérité, c'est la soif de profit des capitalistes. Plus la journée de travail est longue pour les ouvriers, plus la production est grande, plus le profit des patrons est gros.

IL FAUT LES VOIR ARRIVER CHAQUE MATIN...

Il faut les voir arriver chaque matin à la ville et en partir chaque soir. Il y a parmi eux une multitude de femmes pâles, maigres, marchant pieds nus au milieu de la boue et qui, faute de parapluie, portent renversé sur la tête, lorsqu'il pleut, leur chapeau ou leur jupon de dessus pour se préserver la figure et le cou, et un nombre considérable de jeunes enfants non moins sales, non moins hâves, couverts de haillons tout gras de l'huile des métiers tombée sur eux pendant qu'ils travaillent. Ces derniers, mieux préservés de la pluie par l'imperméabilité de leurs vêtements, n'ont pas même au bras, comme les femmes dont on vient de parler, un panier où sont les provisions pour la journée, mais ils portent à la main ou chient sous leur veste ou comme ils le peuvent le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à l'heure de leur rentrée à la maison. Ainsi, à la fatigue d'une journée déjà démesurément longue, puisqu'elle est au moins de quinze heures, vient se joindre pour ces malheureux celle de ces aller-et-retour si fréquents, si pénibles. Il en résulte que le soir ils arrivent chez eux épuisés par le besoin de dormir et que le lendemain ils en sortent avant d'être complètement reposés, pour se trouver dans l'atelier à l'heure de l'ouverture.

VILLERME



DES 1824, UNE GREVE POUR LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

A Houllme (Seine-Inférieure), les fileurs de coton voient en 1824 le temps accordé pour le repos amputé d'une demi-heure. Le patron, Levavasseur, est d'opinion libérale, ce qu'il faut souligner. Le 6 août 1824, c'est la grève de 800 ouvriers qui réclament également une augmentation de salaires. La tension est tellement grande que Levavasseur doit se réfugier à Rouen. Pour réduire les grévistes un bataillon de la garde royale est adjoint aux gendarmes. A certains moments, dans la lutte qui va suivre et où un gendarme sera tué et plusieurs blessés, plus de 1500 personnes résistent aux forces de l'ordre. Le feu sera mis à des bâtiments. « Les insurgés n'ont pas été ménagés » : c'est tout ce que l'on sait de la répression et des victimes de ces combats. Parmi les ouvriers arrêtés, un gréviste, Roustel, est condamné à mort. Il sera exécuté le 23 novembre 1825, sans que la date de son exécution ait été rendue publique. Le Préfet a craint que les ouvriers de Houllme, comme ils en avaient manifesté l'intention, ne se rendissent à Rouen.

Sur l'état d'esprit des ouvriers devant la répression, un témoignage bien entendu limité, mais qu'il faut noter : la lettre du Préfet de Marseille, le 20 juillet 1826. Il écrit au ministre de l'Intérieur que les ouvriers arrêtés pour faits de coalition « vont en prison en riant ».

LA BATAILLE POUR LES 8 HEURES

A partir de 1888, c'est la journée de 8 heures qui est rentrée dans les revendications : 8 F. - 8 heures ; 8 h de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de sommeil. Le 1^{er} mai devient le point dominant de la lutte, d'une lutte internationale en hommage aux ouvriers de Chicago massacrés le 1^{er} mai 1884 parce qu'ils se battaient pour les 8 h. La bourgeoisie riposte avec violence.

Le 1^{er} mai 1891 elle fait contre les ouvriers de Fourmies la première expérience du fusil Lebel : 10 morts.

Le 1^{er} mai 1906 elle arrête les dirigeants syndicaux, Paris en état de siège, mais la lutte se poursuit. Le repos hebdomadaire est enfin institué le 13 juillet 1906.

Ce n'est que le 25 mars 1919 que les 8 h sont enfin arrachées. 10.000 mineurs lorrains sont en grève contre une baisse de salaire de 15 %. La bourgeoisie craint une généralisation des grèves, elle redoute une lutte politique de la classe ouvrière que la révolution d'octobre a remplie d'espoir, elle veut tenter de démobiliser les ouvriers à la

veille du premier mai. Les ouvriers ont payé de leur sang pour savoir que la bourgeoisie ne cédaient que pour mieux reprendre. Ils manifestent le premier mai, malgré l'interdiction de Clémenceau et tout au long de 1919 les grèves se multiplient pour imposer aux patrons l'application effective des 8 h.

JUIN 36 ET LES 40 H

Si la bourgeoisie a concédé une réduction de temps de travail, elle n'en a pas pour autant renoncé à ses profits. Pour compenser la perte de profit due à la réduction du temps de travail par jour elle va augmenter la productivité avec de nouvelles machines, et surtout l'intensité du travail avec le développement du travail à la chaîne et le Taylorisme. L'ouvrier produira plus en moins de temps. Sa fatigue grandit.

LES PAROLES D'EVANGILE DU PATRONAT : extrait d'un interview de Schneider, le grand patron de Creusot en 1887.
- Monsieur Schneider, que pensez-vous de la journée de 8 heures ?
- Au fond, voyez-vous, la journée de huit heures, c'est encore un dada. Dans cinq ou six ans, on n'y pensera plus, on aura inventé autre chose. Pour moi, la vérité, c'est qu'un ouvrier, bien portant, peut très bien faire ses dix heures par jour et qu'on doit le laisser libre de travailler d'avantage si cela lui fait plaisir.

RECITATION

Sage Réponse

Deux hommes façonnaient les terres d'un domaine, Et le soleil sur eux dardait ses chauds rayons. - « A faire ce métier bien longue est la semaine, Dit l'un des travailleurs ; si nous nous reposions ? A l'ombre des ormeaux, sur la pelouse fraîche, Nous pourrions faire un somme au lieu de tant suer. Si tel est ton avis, laissons là notre bêche ; Après tout c'est bien fou de se vouloir tuer. Le maître, à ce moment, sur son lit fait la sieste Pourquoi pas l'imiter ? Nous n'y perdrons rien. - compagnon, va dormir si tu veux, moi je reste ; Tu connais ton devoir et je connais le mien. Si je le désertais, je rougirais de honte En acceptant l'argent qui me sera donné. Maître ou valet, chacun doit recevoir son compte ; Et le pain le meilleur est le pain bien gagné. »
Edouard JOUIN

Voici le genre de fable édifiante qu'on faisait rabacher, en plein XX^e siècle, aux fils des travailleurs !

L'EGLISE DONNE SA BENEDICTION AU TRAVAIL BAGNE

« Pour ce qui regarde le travail, écrit le pape Léon XIII en 1891, l'homme dans l'état même de l'innocence n'était pas destiné à vivre dans l'oisiveté. Mais ce que sa volonté eût embrassé librement comme un exercice agréable, est devenu, après le péché, une nécessité imposée comme une expiation, et accompagnée de souffrances : « la terre est maudite à cause de toi ; c'est par le travail pénible que tu en tireras ta nourriture tous les jours de ta vie ».

Si bien que très vite une nouvelle bataille se déclenche pour les 40 h. Elles sont votées en juin 36, là encore sous la pression des ouvriers qui occupent massivement les usines, en dépit d'une opposition virulente du patronat. Mais dès la retombée du mouvement populaire les dérogations aux 40 h se multiplient. La bourgeoisie invente alors un nouveau moyen qui lui permet en même temps de diviser les ouvriers en proie à des difficultés croissantes pour vivre. Le système des heures supplémentaires, toujours en vigueur. Actuellement le combat pour la durée du temps de travail continue. La durée moyenne de la journée de travail est de 43 h 15. Et si la bourgeoisie parle d'horaires à la carte, d'horaires aménagés etc... c'est pour tenter de trouver une nouvelle parade à la montée des luttes contre le chômage. Le combat pour les 40 h effectives sans diminution de salaires reste à l'ordre du jour. La lutte héroïque des ouvriers de 1871, de 1906, de 1919, de 1936 nous montre la voie à suivre.

Joëlle FECLAZ

bloc-notes

maigrir... ou engraisser les truts pharmaceutiques

Des recettes pour maigrir, les magazines féminins de la bourgeoisie en sont pleins.

Ils proposent à longueur de colonnes le modèle d'une femme mince, soucieuse de son apparence, individualiste, etc... et faisant marcher le commerce.

Même ceux qui n'ont pas besoin de maigrir (l'immense majorité) sont culpabilisés et encouragés à consommer des médicaments très rentables pour les laboratoires pharmaceutiques, et dangereux pour la santé des travailleurs.

Certains médecins prescrivent de manière systématique ces médicaments sans prévoir ni expliquer leurs conséquences sur l'organisme et l'équilibre nerveux.

En fait, les «amaigrissants» sont dans la plupart des cas inefficaces ou dangereux (le risque l'emporte souvent sur l'avantage).

Ainsi, les diurétiques, par ailleurs utiles dans certaines maladies, entraînent, quand ils sont prescrits à tort et à travers, surtout chez des sujets sains, par perte d'eau, de sels minéraux (dont le potassium nécessaire à la contraction des muscles), des troubles graves : des crampes des membres, des machoires, puis des ennuis cardiaques et des insuffisances rénales.

Les préparations à base d'amphétamines coupent la faim mais entraînent d'importantes modifications de l'humeur (agitation, extrême nervosité, voire lésions neurologiques).

Quant aux extraits thyroïdiens, qui agissent en augmen-

tant la sudation et la dépense d'énergie, s'ils font maigrir un temps, ils provoquent à la longue l'apparition d'une hypothyroïdie ainsi que des troubles cardiaques.

Ces médicaments sont le type même de l'arsenal des palliatifs que la médecine bourgeoise distribue.

Pour l'essentiel, ce sont les mauvaises habitudes alimentaires qui sont la cause réelle des embonpoints (et nous rappelons que ce terme est à manier avec prudence).

Les conditions de vie et de travail en système capitaliste font que la plupart des travailleurs ne prennent qu'un seul repas copieux par jour : le soir, en général ; le petit déjeuner se résume à un café, et, au travail, c'est un repas sur le pouce ou mal équilibré.

Ainsi s'expliquent les mauvaises digestions nocturnes, ralenties par la fatigue d'une journée, le sommeil difficile et la transformation de l'excès alimentaire concentré sur un seul repas, en réserves cellulitiques nuisibles.

Outre les médicaments, c'est souvent des régimes draconiens ou des aliments diététiques spéciaux que la presse bourgeoise recommande. Pour y répondre, nous traiterons du problème des régimes, de l'hygiène alimentaire dans un prochain article.

Nous attendons vos témoignages, vos questions sur ce thème ainsi que sur l'ensemble des problèmes de santé qui préoccupent les travailleurs.

Docteur Quotidien du Peuple



feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

résumé :

Norbert a quitté l'atelier d'équarrissage de son Oncle car ses cousins devenus cruels par l'habitude de la souffrance n'avaient cessé de le faire souffrir. Sursar route, il rencontre les pensionnaires d'un lycée de bourgeois qui le rossent parce qu'il a osé les regarder. C'est à Amiens qu'il se dirige pour trouver du travail.

Muni d'un morceau de pain, je me mis en route ; c'était un jeudi du mois de septembre ; le froid était déjà assez vif, et j'arrivai à 9 heures et demi à Amiens, où ne possédant pas un sou pour vivre à l'auberge, je passai la nuit dans une voiture vide ainsi que cela m'était déjà arrivé autrefois.

Je fus assez heureux pour trouver à m'embaucher dans une filature de laine, située sur la route d'Abbeville à une lieue et demie d'Amiens. Seulement je ne devais commencer à travailler que le lundi et je n'avais ni argent ni gîte où aller loger ?

On embarquait des pommes sur le port ; je ramassai celles qu'on avait jetées, pour en faire ma nourriture jusqu'au lendemain.

Ce jour-là je me trouvai à la fabrique avant six heures. A l'heure du déjeuner, un ouvrier, nommé Constant, me demanda pourquoi je ne mangeais pas. Je lui répondis

**de Norbert
Truquin**

simplement que c'était parce que je n'avais rien à manger. Il partagea alors ses repas avec moi. Je lui appris qu'à défaut de logement, je couchais dans les voitures de roulage. Il me promit de me conduire chez une bonne vieille qui pourrait probablement m'abriter. Le travail à la fabrique se terminait à neuf heures du soir, mais on ne sortait qu'un quart d'heure plus tard, au son de la cloche. Il y avait une lieue et demie à parcourir pour aller chez la bonne femme, qui habitait dans le quartier de Saint-Leu. Nous y arrivâmes à dix heures et demie. Constant, qui la connaissait, lui fit connaître le but de notre démarche. «Vous me mettez dans l'impossibilité de lui refuser, lui dit-elle, après m'avoir regardé ; vous savez bien cependant que je ne loge que des filles ; cela me gêne beaucoup de recevoir des garçons ; mais votre protégé n'a pas mauvaise mine ; je vais le garder.» Constant nous laissa, et cette femme me donna le lit de son fils qui était en service.

Seize jeunes ouvrières logaient dans cette maison ; leur salaire variait de 0,80 centimes à 1,10F par jour. Elles s'enveloppaient la tête d'un mouchoir, marchaient dans des sabots et avaient des

jupons moitié laine et coton. Toutes ces jeunes filles se contentaient de deux soupes par jour avec du pain ; chaque soupe leur revenait à un sou. Le matin, elles grignotaient des noix ou des pommes avec leur pain. Le dimanche la logeuse faisait cuire une tête de vache, trempait la soupe grasse à midi pour deux sous et vendait chaque portion de tête trois sous.

Quant à moi, elle me prêta un pot de fer-blanc que j'emportais à la fabrique pour le dîner ; elle m'en gardait un autre pour le soir. Je payais ces soupes le même prix que les filles ; mais le pain valait sept sous la livre ; c'était à la fin de l'année de l'année 1846. J'en consommais une livre par jour, mais j'en aurais bien mangé le double ; ce qui m'était impossible puisque je ne gagnais que 22 sous.

Avec ce long trajet à faire deux fois par jour, il ne me restait que cinq heures pour dormir ; ce qui était insuffisant pour moi.

Norbert, apprenant que son père est allé s'établir à Paris, gagne à son tour la capitale pour le rejoindre ; mais il n'a pas son adresse, il est sans ressources, il parvient à se faire embaucher.

Sur ces entrefaites, se déclenche la Révolution de 1848.

Notre jeune ouvrier, qui a 15 ans, accourt les rues, regarde, réfléchit, et, comme la main aux émeutiers,

programme

VENDREDI 3 OCTOBRE

- TF 1
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 35 - AU THEATRE CE SOIR «AUGUSTE»
 - 22 h 45 - LE CLUB DE DIX HEURES
 - 23 h 15 - JOURNAL
- A 2
 - 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 - 20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE
 - 21 h 30 - APOSTROPHES
 - 22 h 35 - JOUR DE COLÈREde Dreyer
 - 00 h 10 - JOURNAL
- FR 3
 - 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
 - 20 h 30 - CIVILISATION
 - 21 h 20 - MAIS C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT
 - 22 h 05 - JOURNAL

SAMEDI 4 OCTOBRE

- TF 1
 - 18 h 40 - SIX MINUTES POUR VOUS DEFENDRE
 - 18 h 50 - MAGAZINE AUTO MOTO
 - 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 - 19 h 45 - TAC AU TAC
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - NUMERO UN«JEAN PIAT»
 - 21 h 40 - PEYTON PLACE d'après le roman de Grace Metalious
 - 22 h 25 - PRESTO émission musicale - réalisation Gérard Herzog
 - 23 h 15 - JOURNAL
- A 2
 - 18 h 00 - PEPLUM
 - 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
 - 19 h 20 - PROGRAMMES REGIONAUX
 - 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - SAINT JUST OU LA FORCE DES CHOSES réalisation de Pierre Cardinal
 - 22 h 05 - DIX DE DER de Philippe Bouvard
 - 23 h 35 - JOURNAL

- FR 3
 - 18 h 25 - EMISSIONS REGIONALES
 - 18 h 55 - TITRES DU JOURNAL
 - 19 h 00 - POUR LES JEUNES
 - 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 - 19 h 40 - UN HOMME, UNEVENEMENT
 - 19 h 55 - INFORMATIONS
 - 20 h 00 - CINE 3
 - 20 h 30 - CARMEN

DIMANCHE 5 OCTOBRE

- TF 1
 - 12 h 00 - SEQUENCE DU SPECTATEUR
 - 12 h 30 - LE PETIT RAPPORTEUR
 - 14 h 15 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE
 - 14 h 45 - DIRECT A LA UNE
 - 17 h 15 - L'INTRUSE
 - 18 h 45 - LES ANIMAUX DU MONDE
 - 19 h 15 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITES
 - 19 h 45 - JOURNAL
 - 20 h 30 - LA CROISÉE DES DESTINS film de G. Cukor
 - 22 h 25 - L'OEIL EN COULISSE

- A 2
 - 12 h 00 - VIVE LE DESSIN ANIME
 - 12 h 15 - LE DÉFI
 - 13 h 00 - MIDI 2
 - 13 h 45 - L'ALBUM DE DANIEL GELIN
 - 14 h 05 - MONSIEUR CINÉMA
 - 14 h 50 - LE MAGICIEN
 - 16 h 15 - HIPPISE
 - 16 h 30 - PRÉSENTATION DES PIÈCES A CONVICTION
 - 16 h 35 - VIVRE LIBRE
 - 17 h 30 - PIÈCES A CONVICTION
 - 18 h 30 - SPORTS
 - 19 h 15 - SYSTEME 2
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - SYSTEME 2 (suite)
 - 21 h 40 - LA PORTEUSE DE PAIN
 - 22 h 35 - JOURNAL

- FR 3
 - 12 h 00 - RELAIS DE TF 1
 - 18 h 50 - SPECIAL DOM-TOM
 - 19 h 55 - SPECIAL SPORTS
 - 20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE
 - 20 h 30 - INFERNÔ d'après le roman de Strindberg
 - 21 h 35 - JOURNAL

IT1 a présenté hier soir dans l'émission de Chauvel un «PROFIL» de Spinola. Voir page 8 pour le compte-rendu. Ce profil a une suite, la semaine prochaine, jeudi à 11 H 30.

international

CONTRE LE COMLOT FASCISTE DU SERVICE D'ORDRE DU PCF ET DES GROUPES DE CARILLO

(Déclaration du Comité FRAP de Paris)

Dans l'après-midi du jeudi 29, alors que les militants et les sympathisants de notre organisation et de l'ETA se mettaient en place, en tête de la manifestation contre les crimes du Franquisme (place de la République, à Paris), ils furent violemment attaqués par des «musclés» du service d'ordre du PCF et des groupes de Carillo. Devant ces faits, le FRAP de Paris tient à signaler que :

1°) la tête de toute manifestation de masse contre le franquisme revient de droit aux organisations révolutionnaires espagnoles. Dans le cas présent, ce droit revenait plus précisément au FRAP puisque ceux qui ont été assassinés étaient de ses militants, des défenseurs de sa politique et de son drapeau.



2°) le service d'ordre s'est attaqué avec violence aux militants et aux sympathisants de ces organisations ; il a tenté de déchirer le drapeau pour lequel sont morts nos camarades ; il a frappé à coups de pieds des camarades à terre. Cependant, il n'a pas eu le dessus, il a été rejeté et, ce qui a permis à l'ETA et au FRAP de se maintenir jusqu'au bout à la place qui leur revenait, en tête de la manifestation.

3°) un tel comportement ne mérite qu'un seul nom : c'est un comportement fasciste, dont les outrances ont provoqué les critiques, même dans les rangs de la base du PCF. Le peuple espagnol, comme l'on fait nos camarades à cette occasion, saura leur réserver le traitement qu'ils méritent, le traitement réservé aux social-fascistes, traités à la lutte révolutionnaire.

4°) la solidarité du PCF et de ses acolytes s'est uniquement résumée à une parodie d'enterrement, tandis qu'au moment où on devait agir pour sauver les condamnés, ils sont restés muets. Ce qu'ils font actuellement et qu'ils font actuellement est uniquement une tentative de récupération de la solidarité véritable du peuple français, solidarité avec la lutte révolutionnaire en Espagne menée par l'ETA et le FRAP.

5°) plusieurs centaines de camarades français ont défendu courageusement le drapeau révolutionnaire espagnol. A tous ceux-là, et à tous les parisiens qui, d'une façon ou d'une autre, ont participé à des actions similaires, le FRAP apporte ses remerciements au nom des peuples d'Espagne.

Notre peuple voit très clairement la différence entre ses amis et ses ennemis. Il saura agir en conséquence.

Paris, le 30 septembre

15 militants de l'ETA risquent la peine de mort

Dans toute l'Europe, la journée d'hier a été marquée par le boycott du régime fasciste. En Espagne, Franco prépare de nouveaux crimes pour écraser le mouvement de révolte qui soulève les peuples d'Espagne.

Lundi soir : les avocats des militants ont été convoqués à Madrid... La troisième série de procès d'exception, selon la procédure «sumarisima» (expéditive) est déclenchée. L'instruction serait déjà close, et les quinze militants peuvent à tout moment passer devant un conseil de guerre.

On ne connaît pas pour l'instant tous les noms, sinon sept d'entre eux : Il s'agit de E. Goitia Batiz, A. Gonzalez Terron, J.M. Goiburua, J.I. Mugica (ezkezza), F.J. Ruiz de Apodoca Landa, F. Eguia Intaurraga et P.I. Beotagui (Wilson). Pour la plupart d'origine ouvrière, ils n'ont pas hésité à entrer dans la clandestinité pour participer au combat du peuple basque contre le fascisme, pour la reconnaissance de ses droits.

Les camarades menacés ont été arrêtés à des dates différentes (28 avril, 11 août, 30 juillet, et aussi lors de la vague d'arrestation du 19 septembre en même temps que Txiki), et relativement récentes. Nombreux sont ceux qui croupissent depuis longtemps dans les prisons franquistes. Le fascisme, pour ce troisième sumarismo, concentre ses coups contre des militants basques pour intimider le peuple basque. Jamais encore la riposte du peuple n'avait été aussi massive, aussi prolongée, aussi déterminée. Dès dimanche, de nombreuses manifestations silencieuses se sont déroulées à Bilbao et à San Sebastian, mais aussi dans beaucoup de localités ; pour le peuple basque, il y a mille et une manière de marquer sa solidarité et sa volonté de continuer le combat, depuis les volets des maisons fermées, les magasins, les restaurants et les bars fermés aussi, jusqu'aux signes de deuil sur les vêtements. Mais les journées de grève générale

de lundi et mardi ont été suivies à 100 %. La classe ouvrière au Pays Basque a montré toute sa combativité et sa maturité : elle s'est en effet rendue dans les usines «normalement» et c'est après des assemblées de travailleurs que la grève générale a été décidée. Les ouvriers sont rentrés chez eux par petits groupes pour éviter la répression. A Zarauz notamment, les «grises» (flics armés), qui n'ont pas hésité à tirer à Algorta, n'ont pas réussi à empêcher la célébration en basque, d'une messe pour Txiki. Malgré les renforts envoyés dans le Pays Basque, les flics fascistes ont presque été débordés par la riposte du peuple basque.

Riposte du peuple basque, mais riposte également de tous les peuples d'Espagne : des rassemblements, des manifestations à Madrid, à Barcelone, et partout ailleurs, sont la véritable réponse au bourreau de Madrid et non pas la pseudo-manifestation de «soutien» à Franco, place d'Orient.

Que signifie-t-elle, quand on sait que : les entreprises, les administrations, les écoles ont été fermées «pour permettre aux gens d'y aller», que des cars partaient directement des lieux de travail pour s'y rendre sous l'oeil vigilant de la guardia civil, quand on sait enfin, que le régime agonisant a battu le rappel de la vieille garde phalangiste et tentent de ressusciter les mythes de la guerre civile ?

Dans tout le Pays Basque, dans toute l'Espagne, les peuples sont résolus à venger leurs morts, et à ne laisser aucun répit au franquisme.

Non le fascisme ne pourra pas faire taire les peuples d'Espagne, dressés contre ses crimes.

Nous devons poursuivre en France les actions, plus nombreuses et plus importantes encore que toutes celles qui ont eu lieu dans la dernière semaine.

Hélène VARJAC

L'URSS convoite l'Asie du sud est

Après la défaite américaine en Indochine du printemps 1975, les activités soviétiques en Asie se sont multipliées.

L'URSS a lancé une grande campagne qui remet en avant sa proposition, vieille de 6 ans, de traité de sécurité collective, proclamant qu'il faut à l'Asie comme à l'Europe une conférence.

La relance du pacte de sécurité collective

LA RELANCE DU PACTE DE SECURITE COLLECTIVE

Présenté dès 1969, le pacte de sécurité collective avait été rejeté par la majorité des pays d'Asie : il le dénonçaient comme un moyen de dresser les asiatiques contre les asiatiques, en organisant l'encerclement de la Chine et en poussant les pays qui y participeraient à combattre pour le compte de l'URSS. L'agression indienne contre le Pakistan en 1971 montra le bien fondé de ces accusations : encouragée par l'URSS l'Inde contribuait largement à l'arrivée au pouvoir de Mujibur Rahman, et organisait le démantèlement du Pakistan qui avait refusé le pacte de sécurité en créant le Bengla Desh.

La défaite américaine et le repli qui s'en est suivi a paru à l'URSS une condition favorable pour relancer son projet. Les diplomates soviétiques s'ingénierent à prouver que cette proposition répond aux aspirations des pays de la région à la paix.

SOURIRES ENJOLEURS

L'ambassadeur d'URSS au Népal déclarait en juillet à l'occasion d'une cérémonie, s'adressant au roi : «il n'est pas difficile de comprendre l'idée de sa Majesté de déclarer le Népal une zone de paix, laquelle est étroitement liée à la proposition soviétique sur la sécurité collective en Asie».

En 1971, l'URSS avait condamné la proposition de l'Association des nations d'Asie du Sud Est de neutraliser la région ; aujourd'hui, l'URSS présente son pacte comme un moyen de la réaliser. L'URSS va même jusqu'à affirmer que son projet est dans la ligne de la conférence de Bandoung, où pour la première fois les pays d'Asie et d'Afrique avaient affirmé leur volon-

té d'indépendance, premier pas vers l'unité des pays du Tiers-Monde.

Tous ces retournements ne parviennent pas à cacher les ambitions de l'URSS de se tailler une zone d'influence en Asie du Sud-Est.

... POUR SE TAILLER UN EMPIRE

«La voix du peuple thaïlandais», radio du Parti Communiste de Thaïlande dénonce les menaces soviétiques à l'égard de la Thaïlande, à l'occasion de l'établissement des

relations diplomatiques avec la Chine en juillet 1975 : «Il s'agit d'une grossière ingérence dans les affaires intérieures de la Thaïlande ; d'une tentative pour étendre son influence chez nous et dans d'autres pays asiatiques afin d'y faire la loi».

Le Parti Communiste Malais, de son côté révèle des pressions identiques en Malaisie, par le biais des accords commerciaux mais aussi par l'augmentation importante du nombre des espions soviétiques en Malaisie et dans toutes les villes du Sud-Est, après la victoire des peuples indochinois.



la flotte soviétique patrouille en permanence dans l'océan indien

LIBAN les combats continuent

L'accalmie de la fin de la semaine dernière au Liban est très précaire. Des affrontements peuvent éclater à tout moment à Beyrouth, tandis que les sionistes poursuivent leurs raids sur le sud Liban.

A Beyrouth, le 1^{er} octobre, les phalanges fascistes de Gemayel ont assassiné les passagers musulmans d'un taxi collectif qu'ils avaient arrêté. En riposte à cet assassinat, des combats se sont déroulés toute la nuit autour du quartier d'Aïn Rémané, quartier entièrement sous contrôle des fascistes.

Un ex-OAS aux côtés des phalanges libanaises : d'après El Moudjahid Jean Kay, mercenaire professionnel français, aurait été tué vendredi dernier à Beyrouth. Le palmarès de cet individu est édifiant : membre de l'OAS, on le retrouve dans

diverses sombres entreprises en Afrique et entre autre à Cabinda (Angola). En 1971 il avait tenté d'affréter un avion pour le Bengla Desh, aujourd'hui nous le retrouvons au Liban comme «instructeur» des miliciens fascistes.

Avions-nous besoin de cette preuve supplémentaire pour savoir que sionistes, fascistes et mercenaires se retrouvent contre la lutte de libération nationale du peuple palestinien et le soutien que lui apportent les peuples arabes.

Au sud Liban, le week-end dernier, l'armée israélienne a tenté un débarquement sur le littoral au sud de Tyr et à bombardé la région. Les bombardements ont duré de minuit à 6 heures du matin dans la nuit de samedi à dimanche.

L'agence palestinienne d'information

Wafa annonce que la Résistance a fait échouer un débarquement israélien au sud Liban dans la nuit de vendredi en ouvrant le feu contre les navires sionistes. La bataille a duré quatre heures et le commando israélien a subi des pertes matérielles et humaines. Déjà jeudi matin, une tentative de débarquement avait été repoussée par la Résistance.

En Palestine occupée Les arrestations se multiplient en Israël, cinquante cinq Palestiniens ont été arrêtés en Cisjordanie et à Gaza. Ils sont accusés d'appartenir à un groupe de la Résistance Palestinienne dont le quartier général serait à Naplouse, et d'avoir «exécuté plusieurs opérations militaires et réalisé six attentats, en plus de plusieurs autres actions à la bombe contre des objectifs sionistes».

Grégoire CARRAT